

Annexe à la circulaire sur la programmation et le suivi des actions financées par la contribution vie étudiante et de campus (CVEC)

La présente annexe a pour objet de présenter les orientations prioritaires fixées par la ministre de l'enseignement supérieur (I) ainsi que les autres orientations des actions financées par la CVEC (II), en détaillant dans les deux cas des exemples concrets d'actions pouvant être réalisées.

I. La prévention au service de la santé des étudiants : orientation prioritaire à prendre en compte dans la programmation des actions engagées sur les ressources allouées au titre de la CVEC pour les années universitaires 2018-2019 et 2019-2020.

La santé des étudiants est un enjeu majeur pour leur réussite. Elle est une des priorités du ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation. Le « plan étudiants » d'octobre 2017, le « plan priorité prévention » de mars 2018 et la « charte de prévention des risques lors des événements festifs et d'intégration » du 10 octobre 2018 en témoignent, en mettant en avant la prévention et l'amélioration de l'accès aux soins.

Dans cette perspective, les établissements affectataires de la CVEC sont incités à mener des actions fortes sur les thèmes suivants :

A. Adapter la politique de prévention à l'évolution des comportements des étudiants en matière d'alcoolisation, de santé mentale, de santé sexuelle et de pratiques tabagiques.

La politique de prévention doit s'adapter à l'évolution des comportements des étudiants et aux risques constatés.

1. Prévenir les phénomènes d'alcoolisation des étudiants.

La survenue dans la population étudiante d'épisodes d'alcoolisation ponctuelle importante, dans des conditions parfois liées à des événements de la vie étudiante, doit faire l'objet d'actions spécifiques.

Les actions de prévention, ayant pour objectif de réduire les phénomènes d'alcoolisation ponctuelle importante chez les étudiants et de faire prendre conscience de la gravité des conséquences liées à ces comportements qui sont organisées, pourront bénéficier de financements issus du produit de la CVEC.

En lien avec les autres acteurs de prévention, les établissements pourront notamment organiser une semaine d'actions dédiées spécifiquement à la prévention des risques liés à l'alcool chez les jeunes en veillant notamment à articuler politique de la vie étudiante et prévention dans ce domaine.

Les indicateurs de suivi de cette action pourront notamment concerner le nombre d'étudiants destinataires des messages de prévention, le nombre d'actions menées, le nombre de conventions spécifiques à l'organisation de ces actions, le nombre d'éthylotests distribués.

2. Soutenir la santé mentale, la santé sexuelle et l'aide au sevrage tabagique.

Le rôle des établissements dans la prévention et l'accès aux soins des étudiants doit être renforcé et se traduire par une amélioration concrète de l'offre de soins dans différents domaines, plus particulièrement la santé sexuelle, l'aide au sevrage tabagique et la santé mentale. Des actions de prévention incluant le repérage et l'accompagnement des étudiants en souffrance psychique ou ayant des addictions pourront être déployées.

Selon leur environnement et les orientations régionales en matière de prévention, les établissements affectataires de la CVEC sont encouragés à définir leurs priorités et mener des actions dans au moins l'un des champs prioritaires susmentionnés, à préciser les moyens qu'ils y consacrent et les indicateurs qui leur permettent de mesurer l'atteinte de leurs objectifs. Les étudiants relais-santé et les étudiants en service sanitaire sont utilement mobilisés pour mener à bien ces actions, notamment dans le cadre d'actions de prévention valorisant l'interaction entre pairs.

Le déploiement du dispositif des étudiants relais-santé (ERS) dans les établissements d'enseignement supérieur contribuera à la diffusion des bonnes pratiques et des outils clés.

L'engagement des établissements dans les grandes actions nationales de santé publique sera promu et notamment la participation au « mois sans tabac » et la semaine européenne de la vaccination.

Les moyens spécifiques consacrés à ces actions peuvent notamment inclure des vacations de professionnels, la rémunération d'ERS, l'indemnité de volontaires en service civique ou d'étudiants en service sanitaire, l'achat de matériels spécifiques, l'accès à des formations pour les personnels, le déploiement de campagnes d'information spécifique.

Les indicateurs retenus pourront notamment concerner la création de dispositifs de consultations ou d'accompagnement, les plages de consultations ouvertes, le nombre de consultations réalisées, le nombre d'étudiants ayant consulté, le nombre d'actions de prévention et le budget consacré, le nombre de conventions signées avec des partenaires, le nombre d'ERS impliqués, le nombre d'actions conduites dans le cadre du service sanitaire.

3. Assurer une formation aux premiers secours.

Une formation aux premiers secours pourra être proposée aux responsables associatifs étudiants et de manière plus générale à l'ensemble des étudiants.

Les moyens spécifiques consacrés à ces actions peuvent notamment inclure les coûts de formation et l'achat de défibrillateurs.

Les indicateurs retenus pourront notamment concerner le nombre d'étudiants bénéficiaires de la formation.

B. Améliorer l'accès aux soins des étudiants.

Le renoncement aux soins, notamment pour des raisons financières, est fréquent dans la population étudiante et nécessite des mesures spécifiques de la part des établissements. La facilitation de l'accès aux soins sur les lieux d'études est un objectif prioritaire du ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Les établissements affectataires de la CVEC sont invités à mettre en place des actions visant à faciliter l'accès des étudiants aux soins.

1. Pour les établissements disposant d'un service de santé universitaire ou d'un service équivalent.

Les services de santé universitaires, dont la mission première est la prévention, doivent répondre à l'évolution du besoin de leur public, adapter leur réponse et élargir leur offre. Ils pourront veiller notamment à adapter leurs amplitudes horaires aux besoins des étudiants, à élargir les services proposés notamment en termes de santé mentale et à se saisir pleinement des évolutions réglementaires permettant l'élargissement de leurs prescriptions.

La poursuite et l'amplification de la transformation des services de santé universitaires en centres de santé universitaires est essentielle pour faire face aux besoins des étudiants. Les centres de santé doivent permettre aux étudiants d'accéder aux soins primaires et à des examens de premier recours (laboratoire, radiologie) en lien avec les professionnels de santé du territoire. Ils pourront en outre créer des antennes afin de s'adapter à l'évolution de l'établissement (fusions, regroupements, pôles, nouvelles implantations géographiques ...). La coordination entre les services sociaux des Crous ou des universités ou ceux du territoire, est essentielle à la prise en charge de situations complexes.

Les moyens spécifiques relatifs à ces actions peuvent notamment inclure des vacations par des professionnels, l'achat de matériels spécifiques, la réalisation de travaux d'adaptation des locaux ou la conception et le déploiement d'actions dans les territoires ne bénéficiant pas d'accès au centre de santé universitaire à proprement parler.

Les indicateurs retenus pourront notamment inclure le temps de personnel de santé disponible et son évolution, le nombre et l'amplitude horaire des plages de consultations offertes, le nombre de consultations, le nombre de conventions avec des professionnels du territoire.

2. Pour les établissements ne disposant pas d'un service de santé universitaire ou d'une structure équivalente.

Les établissements ne disposant ni d'un service de santé universitaire ni d'une structure équivalente pourront établir des conventions avec des associations ou structures compétentes en fonction des besoins identifiés afin de proposer des soins ou des actions de prévention à leurs bénéficiaires, au premier rang desquels figurent les centres de santé universitaires.

Les CROUS pourront établir des conventions avec des partenaires des secteurs sanitaire, médico-social, social ou associatif afin de proposer des actions de prévention et d'accompagnement.

Les indicateurs retenus pourront notamment inclure le nombre de campus concernés, le nombre d'étudiants bénéficiaires, la typologie des partenariats et le nombre de conventions.

II – Des actions dans les autres champs de la vie étudiante pourront être engagées sur la base des ressources allouées au titre de la CVEC pour l'année universitaire 2018-2019 et 2019-2020.

A. Favoriser l'accompagnement social des étudiants.

Pour assurer la réussite dans leurs études, les difficultés sociales des étudiants doivent trouver des réponses adaptées. En complément des aides pérennes existantes comme les bourses, les étudiants peuvent avoir besoin d'un soutien social ponctuel auquel il est possible de répondre par divers moyens (attribution de tickets de restaurant universitaire, de chèques- service, de tickets de transports en commun, de prêts de matériel informatique...). L'aide aux étudiants parents de jeunes enfants peut inclure des politiques d'accès à des modes de garde collectifs.

Le rapprochement des équipes d'assistants sociaux est facilité par le déploiement d'actions communes entre les services sociaux des établissements et des Crous.

Les équipes d'assistants sociaux peuvent être renforcées notamment par des conventions de partenariat, des emplois étudiants ou des volontaires de service civique pour développer une politique de soutien par les pairs dans l'esprit des étudiants relais-santé.

Le soutien logistique et financier des associations étudiantes leur permet un rôle important au travers de leurs projets solidaires. Il peut s'agir de création d'épiceries sociales et solidaires, de distribution de paniers solidaires si possible issus de l'agriculture biologique et/ou de circuits courts, de création de jardins communautaires et solidaires, d'organisation de dons de vêtements, de bourses aux livres, de « vide studios », etc.

Les indicateurs de ces actions peuvent inclure le temps de professionnel du travail social, l'amplitude horaire d'ouverture des services, le nombre et le délai de rendez-vous, le nombre d'étudiants reçus et leur satisfaction, le nombre d'événements spécifiques organisés, la participation de bénéficiaires d'emplois étudiants et de volontaires de service civique recrutés.

B. Développer la pratique sportive des étudiants.

Le sport est un facteur d'intégration des étudiants, de développement des liens sociaux, de santé, de bien-être et de loisirs. En ce sens, le sport concourt à la réussite dans les études et à l'épanouissement des étudiants.

1. Proposer un ensemble d'activités allant de l'initiation du débutant à la compétition et prenant en compte les attentes des étudiants et développer les animations sportives.

La politique des établissements peut inclure l'organisation de journées du sport, de tournois inter-composantes, de compétitions inter-établissements, l'organisation de journées nationales du sport et du handicap, l'organisation d'ateliers ainsi que la mise en place de pass-sport

permettant d'accéder à moindre coût à des installations sportives locales situées en dehors du campus.

Les moyens mobilisés peuvent inclure des vacations de professionnels, le financement de contrats emplois jeunes, le recrutement de volontaires de service civique, l'achat de matériel, la construction ou la location d'installations sportives, la prise en charge du pass-sport.

Les indicateurs retenus pourront notamment inclure le taux d'étudiants pratiquant une activité sportive et son augmentation, en pratique de loisirs et en compétition, le nombre d'activités proposées ainsi que l'amplitude horaire d'ouverture des installations.

2. Elargir les horaires d'ouverture des installations sportives.

Il paraît nécessaire d'augmenter l'amplitude d'ouverture des installations sportives pour accueillir plus d'étudiants et à des horaires correspondant davantage à leurs besoins, la diversité des rythmes des internes ou des doctorants étant à prendre en compte.

Les moyens mobilisés peuvent inclure des vacations d'enseignants d'EPS, d'encadrants ou d'animateurs.

Dans un double objectif d'incitation par les pairs et de développement de l'emploi étudiant, le recrutement et la formation sur des « emplois étudiants » d'étudiants des filières STAPS peuvent être mis en place.

3. Développer une offre complémentaire à l'offre sportive : le bien-être.

En complément à l'offre sportive, une offre spécifique visant à réduire le stress, notamment dans certains cursus ou en vue de moments charnières (examens, fin de cycles), à prévenir la dépression ou les addictions pourra être développée (relaxation, yoga, méditation, sophrologie...).

C. Faire vivre l'art et la culture.

L'action culturelle et artistique permet d'accompagner la démocratisation de l'enseignement supérieur. L'accès du plus grand nombre à la culture, aux œuvres et aux pratiques artistiques et culturelles est un des enjeux de l'enseignement supérieur. La culture par son rôle d'ouverture sur le monde contribue à la formation citoyenne des étudiants. La pratique d'activités artistiques permet l'acquisition de compétences notamment extracurriculaires qui participent à la réussite universitaire et à l'insertion professionnelle.

1. Augmenter le nombre d'ateliers de pratique artistique et proposer plusieurs niveaux de débutant à pratiquant confirmé de manière à permettre une progression dans l'apprentissage.

Les moyens mobilisés peuvent inclure des vacations de professionnels, des locations de salle, des achats de matériel. Les indicateurs retenus peuvent inclure le nombre des ateliers proposés selon les niveaux et le nombre d'étudiants y participant.

2. Développer l'accueil d'artiste en résidence.

La résidence d'artiste constitue la modalité privilégiée de la présence artistique dans l'enseignement supérieur, de la sensibilisation à la notion de projet et de création artistique. Elle est l'occasion pour les étudiants d'être confrontés directement à l'univers d'un artiste qui lui-même prend en compte, entre autres éléments, leur capacité créatrice.

Les moyens mobilisés peuvent inclure le financement de matériel, la rémunération et l'hébergement des artistes. Les indicateurs retenus peuvent inclure le nombre de résidence d'artiste mais aussi leur participation à des activités au profit de et avec des étudiants.

3. Enrichir la programmation culturelle, notamment lors des Journées des arts et de la culture dans l'enseignement supérieur (JACES).

Les moyens mobilisés peuvent inclure le financement d'équipements techniques, la location de lieux culturels, les vacations de personnels, les indemnités de volontaires en service civique.

Les indicateurs retenus peuvent inclure le nombre de manifestations organisées.

4. Développer les « passeports culture » qui permettent aux étudiants d'obtenir des réductions dans les institutions culturelles locales et assurer leur articulation avec le pass culture du ministère de la culture de manière à assurer sa continuation.

Les moyens mobilisés peuvent inclure la contrepartie reversée aux partenaires culturels locaux pour compenser le prix de la place de la manifestation ou les frais relatifs au pass (communication, outils numériques, par exemple).

Les indicateurs retenus peuvent inclure le nombre de passeports culture délivrés et le nombre d'activités culturelles dont les utilisateurs ont bénéficié.

D. Améliorer l'accueil des étudiants.

1. Développer des actions d'accompagnement sur le campus.

Il s'agit de la découverte de l'environnement universitaire, des offres de vie de campus, de l'environnement extra-universitaire (patrimoine, offre culturelle locale, offre sportive, etc.) en particulier à destination des primo-inscrits, des étudiants étrangers ou des étudiants en situation de handicap.

2. Développer des actions autour de la citoyenneté : actions de sensibilisation à l'importance de la participation aux élections qu'elles soient politiques ou académiques ; actions de lutte contre les violences et discriminations, actions en faveur d'une société plus durable, etc.

Ces actions peuvent notamment être conduites par des associations, des volontaires en service civique ou des emplois étudiants.